ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

RWANDA
LE CHOLÉRA ET LA PESTE IMPÉRIALISTE

AFP

AFP

M 6189 - 1360 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1360 - 29 juillet 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Rwanda : LE CHOLÉRA ET LA PESTE IMPÉRIALISTE

Les images des centaines de milliers de Rwandais, entassés dans ce qu'on n'ose même pas appeler des camps de réfugiés, victimes d'une épidémie de choléra née des conditions épouvantables qu'ils connaissent, ne peuvent laisser personne indifférent. Mais les discours des hommes politiques, ou de la plupart des journalistes, sur le rôle humanitaire que "la France" jouerait, seule, à cette occasion, ne peuvent par contre qu'indigner tous ceux qui ont un peu suivi les événements. Car les responsabilités du gouvernement français, ou plutôt des gouvernements qui se sont succédé ces dernières années, sont écrasantes dans le processus qui a mené à la situation actuelle.

Au printemps dernier, le Rwanda était en effet dirigé par une dictature à laquelle la France avait apporté sans ménagement son aide militaire au cours des années précédentes. C'est cette dictature qui, en avril, pour se maintenir au pouvoir, a déclenché avec ses troupes et ses milices des massacres visant non seulement l'ethnie minoritaire tutsie, mais également toute l'opposition, y compris les libéraux appartenant à la même ethnie hutue que les dictateurs en place.

Ces massacres n'ont pas empêché les guérilleros du Front Patriotique Rwandais, le principal mouvement d'opposition, de remporter des succès qui ont obligé les armées de la dictature à battre en retraite en direction du Zaïre, où elles pouvaient compter sur le soutien d'un autre dictateur, Mobutu, grand protégé du gouvernement français lui aussi.

Le gouvernement français a alors décidé d'intervenir au Rwanda. Il affirmait intervenir pour empêcher les massacres. Mais en fait il intervenait du côté des massacreurs, en créant une prétendue "zone humanitaire" dans laquelle leurs forces armées en déroute pourraient échapper à leurs adversaires, voire se réorganiser pour tenter de reconquérir le pays.

Du même coup, le gouvernement français a pris une énorme responsabilité dans le fait que toute une partie de la population rwandaise ait pris la route de l'exode, pour fuir la zone des combats, attirée par cette "zone humanitaire" qui était censée offrir une protection à tous, mais où en fait rien n'était organisé pour l'accueil des réfugiés, rien n'était prévu (parce que ce n'était justement pas le but de l'intervention française) pour prévenir les drames, c'est-à-dire la famine, les épidémies, qui pourraient éclater, car il ne s'agissait en réalité que d'accueillir l'armée rwandaise en déroute.

Le choléra est une maladie qui a cessé depuis bien longtemps de faire des victimes dans les pays développés, parce que c'est une maladie facile à prévenir (avec la mise à disposition de la population d'eau potable, et un minimum d'installations sanitaires) et facile à guérir (grâce aux médicaments modernes). Les moyens qu'utilisent les armées modernes pour transporter des hommes et du matériel, quand il s'agit d'intervenir contre des soulèvements populaires menaçant les intérêts des classes possédantes, permettraient sans doute de juguler vite l'épidémie et la famine s'ils étaient utilisés pour transporter du matériel sanitaire et des vivres. Mais le choléra a déjà tué plusieurs milliers de personnes au Rwanda, et il en tuera sans doute encore des milliers, parce que quand ce genre de drame éclate, tout ce que savent faire nos gouvernants, c'est faire appel à la charité publique, et proclamer que ce n'est pas à eux, mais aux autres, de mettre la main à la poche.

Et tout cela prouve que le pire des maux dont souffrent, non seulement les peuples d'Afrique, mais tous les peuples du monde, ce n'est pas le choléra. C'est la peste impérialiste. C'est un système dans lequel les Etats des grandes puissances, pour défendre les intérêts économiques de leurs banques et de leurs trusts, appuient les pires dictatures, et ne parlent d'actions "humanitaires" que pour dissimuler leurs vilenies.

Et quand les hommes politiques à leur service, qu'ils soient de droite ou se disent de gauche, se mettent la main sur le cœur, c'est sur leur portefeuille qu'ils la posent.

AFP

Derrière le drame des réfugiés, LES RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE

AFP

Douste-Blazy, dans une opération de marketing humanitaire, tente de faire oublier la responsabilité de la France dans la situation au Rwanda.

Pour les centaines de milliers de réfugiés rwandais, l'exode massif se révèle être un piège mortel. Sans eau, sans nourriture, sans installations sanitaires, plusieurs milliers d'entre eux meurent chaque jour de faim, de soif, de dysenterie, du choléra et d'autres infections causées par l'absence d'eau potable et d'hygiène la plus élémentaire. Les organisations humanitaires réclament par exemple depuis plus d'une semaine la construction de 60 000 latrines. Les jours passent sans qu'aucune ne soit installée. Les camions transportant de l'eau potable mettent trois jours à parvenir à destination et c'est maintenant avec des bennes que l'on déverse les corps dans les fosses communes.

Un soutien à l'ancien régime

Mais tout le tapage médiatique que font actuellement nos politiciens autour de l'aide humanitaire, et dont on peut mesurer le caractère dérisoire au regard de l'ampleur des problèmes, n'a d'autre but que de faire oublier les responsabilités dans cette situation. Douste-Blazy, le ministre de la Santé parle de la *"plus grande catastrophe humanitaire du siècle"*, comme si les Rwandais seraient victimes d'une sorte de fatalité. Il n'en est rien. Les responsables sont identifiés : en tête l'impérialisme français. C'est lui qui a soutenu des années durant l'ancien régime rwandais aujourd'hui en déroute. C'est lui qui a armé et entraîné ses milices, responsables des massacres. C'est lui qui leur a permis de se replier dans une zone dite de "sécurité" contrôlée par l'armée française.

L'impérialisme français a une grande part de responsabilité dans l'exode qui a poussé sur les routes des centaines de milliers de Rwandais. Certes, les gens ont fui par peur des représailles du FPR qui contrôle maintenant la majeure partie du pays. Le FPR ne vaut certainement guère mieux que ses adversaires mais l'exode qui a suivi sa victoire a été amplifié par la propagande, les mensonges et les menaces de l'ancienne dictature. Et l'armée française a laissé faire. Dans la zone sous contrôle militaire français et dans les camps zaïrois, *Mille Collines*, la radio de l'ancien régime n'a pas cessé d'attiser les haines, de faire craindre le pire à ceux qui voudraient retourner chez eux, ce qui ne manque pas de cynisme de la part d'une bande d'assassins qui ont perpétré la vague de massacres des derniers mois dans l'espoir que cette terreur leur permettrait de s'accrocher au pouvoir.

A la propagande parlée se sont ajoutées les pressions, l'intimidation physique exercées par les milliers de miliciens qui se trouvent dans les camps de réfugiés pour contraindre les populations à ne pas prendre le chemin du retour, après les avoir poussées sur les routes de l'exil.

La situation actuelle qui voit s'entasser des centaines de milliers de réfugiés dans ce que l'on n'ose même pas appeler des camps a été voulue par les dirigeants de l'ancien régime et a été rendue possible par la complicité de l'armée française. Et maintenant, les cadres de l'ancienne armée rwandaise, les premiers à fuir devant l'avance du FPR, dissimulés dans les flots de réfugiés, tentent de reconstituer leurs forces pour espérer un jour revenir au pouvoir.

Des milices toujours armées

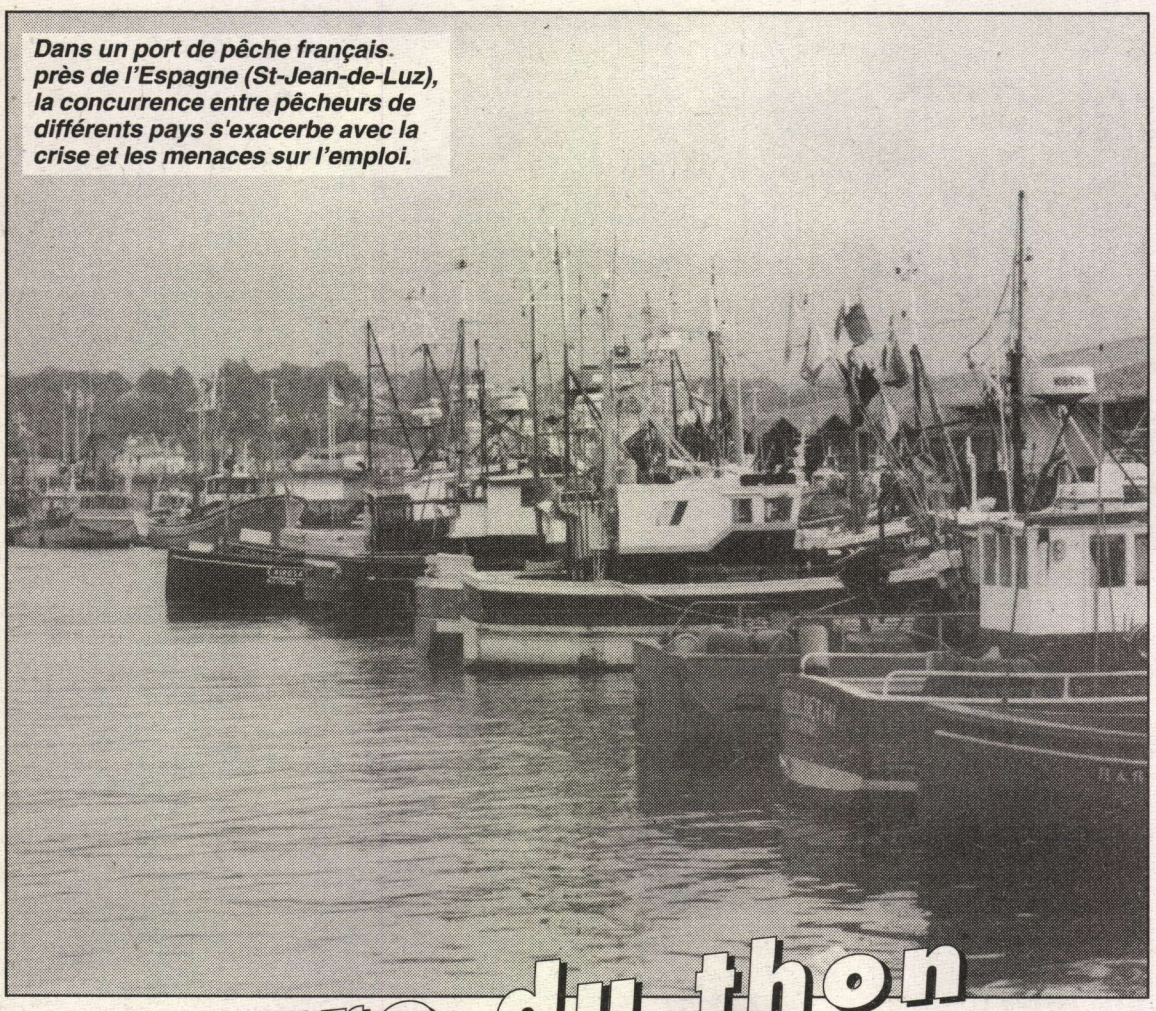
Deux mille soldats en armes des anciennes Forces Armées Rwandaises (les FAR) se trouvent dans la zone sous contrôle français et entre quinze et vingt mille au Zaïre. Ils menacent de ne pas laisser rentrer les réfugiés si le FPR n'accepte pas de partager le pouvoir avec les anciens dictateurs. *"Le Rwanda est déplacé, il faut que le Rwanda de l'extérieur soit reconnu"*, explique le chef d'état-major des FAR. Les réfugiés constituent donc à la fois un réservoir de recrutement mais également une monnaie d'échange.

C'est la complicité de l'armée zaïroise et de l'armée française qui donne cet aplomb aux chefs militaires de l'ancien régime. Ainsi, jusqu'au dimanche 24 juillet au soir, la frontière zaïroise était fermée pour les candidats au retour au Rwanda. Le régime de Mobutu, jouant parfaitement son rôle d'"ami de la France", n'a lui non plus jamais cessé de soutenir l'ancienne dictature permettant à l'armée défaite de se reconstituer, même si la présence sur son territoire de plusieurs milliers de miliciens armés qu'il ne contrôle pas totalement peut poser des problèmes au dictateur zaïrois. C'est sans doute pourquoi il vient de promettre de désarmer tous les miliciens des FAR présents au Zaïre. Ce qui, soit dit en passant, contredit les informations qui prétendaient que les militaires de l'ancien régime rwandais avaient été désarmés lors de leur entrée au Zaïre.

En intervenant au Rwanda, l'impérialisme français comptait protéger la dictature en place malmenée par l'avance du FPR. L'opération a échoué. Mais maintenant, la France, dans sa recherche d'une alliance avec l'équipe victorieuse veut se garder des moyens de pression. D'où l'attitude ambiguë qu'elle adopte à l'égard des miliciens de l'ex-dictature... par Mobutu interposé.

Dans les malheurs et les drames qui les frappent, les réfugiés constituent donc surtout un enjeu dans une situation où l'impérialisme français entend bien continuer à peser. Et les déclarations sur le caractère humanitaire de l'intervention ne sont que la façade derrière laquelle se cache la volonté de garder pied dans cette partie de l'Afrique.

Daniel ROJEAN



Dans un port de pêche français près de l'Espagne (St-Jean-de-Luz), la concurrence entre pêcheurs de différents pays s'exacerbe avec la crise et les menaces sur l'emploi.

Guerre du thon

LE POISON DU CAPITALISME

Le chalutier français "La Gabrielle" retenu par les pêcheurs espagnols ayant pu finalement regagner son port d'attache de l'Ile d'Yeu, et alors que la bataille navale semblait laisser la place à une bataille juridique sur l'interprétation des règlements communautaires, le conflit au lieu de s'apaiser a rebondi. Le mardi 26 juillet les pêcheurs espagnols bloquaient les ports espagnols de la côte atlantique.

Les Espagnols reprochent aux pêcheurs français d'utiliser une technique de pêche, celle des filets dérivants, conduisant à l'élimination non seulement des réserves de thons dans les zones de pêche pratiquées par les uns et les autres, mais aussi aboutissant à la disparition d'espèces préservées, telles les dauphins, les tortues, etc. De plus ils accusent les chalutiers français de tricher avec une réglementation qu'ils estiment déjà trop permissive, en particulier en dépassant la longueur de filet autorisée – 2,5 km – en utilisant les filets de secours que la réglementation permet d'embarquer.

Les armateurs français expliquent de leur côté que la pêche au filet dérivant constitue un progrès et que les pêcheurs espagnols qui, pour leur majorité, pratiquent la pêche au thon à la ligne, défendent une technique dépassée. Les Français se plaignent d'ailleurs des contraintes imposées par les règlements communautaires, arguant que les concurrents japonais et coréens utilisent couramment des filets de cinquante, voire cent kilomètres de longueur.

Aujourd'hui, ce sont les pêcheurs qui s'affrontent – encore que ce conflit ne soit pas récent –, hier c'était les paysans qui eux non plus n'ont rien réglé de leurs problèmes. A chaque fois on retrouve des contradictions semblables, qui périodiquement connaissent un regain de tension, parce qu'elles n'ont pas de solution socialement, humainement satisfaisantes, dans le cadre d'un système économique déterminé par la loi du marché. Et ce n'est pas simplement par incompétence que la Communauté européenne n'arrive pas à mettre en place une réglementation, aussi floue soit-elle, sans qu'à chaque fois elle génère de nouveaux conflits d'interprétation, voire des affrontements violents comme ceux qui se produisent actuellement. C'est parce qu'elle n'a pas la possibilité, ni bien sûr la volonté sérieuse, de réduire ces contradictions. Elle réussit tout juste, de conflit en conflit, à les gérer, de façon ô combien laborieuse.

Ce ne serait, prétendent certains, que des convulsions inévitables pour permettre le "Progrès". Mais quel progrès, et pour qui ? Guère pour les hommes qui partent en mer. Car pour eux, comme pour les autres travailleurs, les améliorations techniques ne signifient pas automatiquement de meilleures conditions de travail et d'existence. Car l'augmentation de la productivité, là encore, se traduit le plus souvent par la diminution de la main-d'œuvre, mais pas par une diminution proportionnelle de l'effort de celui qui travaille. De même à l'autre bout de la chaîne, les consommateurs ne voient pas non plus les résultats de ce prétendu progrès. Alors plutôt que de progrès, c'est de gâchis qu'il faut parler, de gâchis capitaliste. Mais n'est-ce pas deux mots qui veulent dire la même chose ?

J.-P. VIAL

ANPE

Statistiques du chômage

L'ART DU PRESTIDIGITATEUR

Le Conseil d'Etat vient d'annuler certaines dispositions d'une circulaire de l'ANPE qui avait permis de rayer des listes des milliers, peut-être des dizaines de milliers, de chômeurs.

Désormais, plus question de radier les demandeurs d'emplois exerçant une activité bénévole, comme cette chômeuse de Nantes privée de ses allocations pour avoir aidé les Restaurants du Coeur. Plus question non plus de faire disparaître ceux qui refusent les stages totalement "bidons" ou les étrangers de la Communauté européenne sans carte de ressortissant. Il faudra aussi prévenir avant de radier, et pas après, pour laisser aux chômeurs une possibilité de recours.

Comme l'ANPE ne s'est pas privée de "nettoyer" les fichiers aussi bien sous le ministère socialiste de Martine Aubry, puisque la circulaire date de mars 1992, que sous le ministère de droite de Giraud, il y a sans doute beaucoup de chômeurs concernés.

La CGT parle de 300 000, Giraud de *"moins de 10 000"* ! Le ministre reste par ailleurs très évasif quand on évoque une éventuelle indemnisation des chômeurs indûment radiés et s'insurge vigoureusement contre ceux qui parlent *"de manière inconvenante, de nettoyage des fichiers"* !

S'il s'avère nécessaire de rajouter des dizaines de milliers de chômeurs aux statistiques, l'effet sera déplorable, en cette année électorale.

Mais après le coup de patte du Conseil d'Etat au gouvernement, est venu le coup de pouce.

Le même Conseil a en effet considéré que les chômeurs exerçant une activité à temps partiel de plus de 78 heures par mois, n'auraient pas dû être comptabilisés dans les statistiques mensuelles. Or, ils sont 227 000, moins que le chiffre des radiés à tort avancé par la CGT mais beaucoup plus que celui reconnu par le gouvernement.

Si cette dernière recommandation du Conseil d'Etat est prise en compte, les chiffres du chômage comptabilisé officiellement baisseront fortement. Quand on vous dit que c'est la reprise !

Sylvie MARECHAL

La reprise ou la recrise ?

Le rapport annuel sur les "perspectives de l'emploi" concernant les pays de l'OCDE (c'est-à-dire surtout les USA, le Japon et une grande partie de l'Europe) annonce une augmentation du chômage en 1994, malgré la "reprise économique". Il y aurait, pour l'ensemble de ces pays, 35 millions de chômeurs cette année contre 33,5 millions en 1993. Qu'y a-t-il de pire que la reprise ? La crise bien sûr !

Et qu'y a-t-il de pire que la crise ? La reprise !

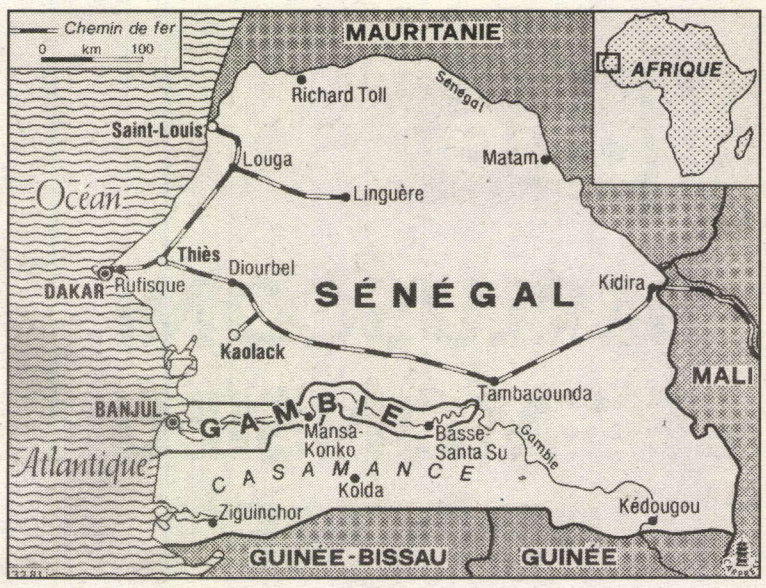
Déficit de l'Etat et cadeaux aux patrons

Le déficit budgétaire atteindrait des chiffres records, annonce le gouvernement. Moyennant quoi il se propose de réduire les dépenses, tout au moins les dépenses utiles, logements sociaux, services publics, éducation...

Par contre une partie de plus en plus grande de nos impôts ira au payement des intérêts des financiers qui ont investi en prêtant de l'argent à l'État. Et pas question de réduire les multiples subventions ou dégrèvements fiscaux accordés aux patrons.

Gambie

COUP D'ÉTAT DANS L'EX-COLONIE ANGLAISE DE LA CACAHUÈTE



Dans l'un des plus petits et des plus pauvres Etats d'Afrique, la Gambie, qui compte environ un million d'habitants, s'est produit un coup d'Etat militaire. Quatre lieutenants, à la tête d'une armée d'environ 900 hommes, ont mis fin à plus de trente ans de règne de "Sir" Dawda Jawara. Celui-ci se trouvait au pouvoir depuis 1962, avant même la proclamation de l'indépendance en 1965.

La Gambie montre ce que peuvent avoir d'arbitraire et de non-viable les Etats que les puissances coloniales, puis l'impérialisme ont découpé dans la chair des peuples d'Afrique.

La Gambie paya un tribut de sang à la traite des Noirs organisée aux XVII et XVIIIe siècles par les commerçants, armateurs et planteurs européens. La zone du fleuve Gambie fut l'une des premières à être colonisée par les Portugais, puis par les Anglais qui les en avaient évincés. La Gambie aurait pu devenir "française" si les impérialismes anglais et français s'étaient entendus alors pour l'échanger contre des "possessions" coloniales françaises en Côte de l'Or (actuel Ghana). Mais le troc ne s'est pas fait.

En 1989, un accord entre les colonisateurs français, présents au Sénégal voisin, et anglais traçait définitivement les frontières actuelles des deux pays. Aussi la Gambie est-elle enfoncée comme un doigt au cœur du Sénégal, s'étendant sur 25 km au maximum de largeur de part et d'autre du fleuve Gambie. Ces frontières coupent des peuples dont les langues, les coutumes et l'histoire sont communes.

Hormis le tourisme et la contrebande "légale" ou illégale, le pays est érigé en zone franche à destination du Sénégal notamment, pour le plus grand profit des dirigeants gambiens... et sénégalais. La seule ressource de la Gambie, c'est l'arachide. Les Britanniques l'avaient d'ailleurs surnommée la "colonie de la cacahuète". Là où près de 70% de la population vit de l'agriculture, l'arachide couvre 60% des terres cultivées.

Comme tous les pays d'Afrique, la Gambie est aujourd'hui fortement endettée auprès des banques occidentales. A la fin des années 1980, la Gambie consacrait 30% de son budget au remboursement de la dette, avec pour résultat l'appauvrissement général de la population. La mortalité infantile y est très forte. L'espérance de vie est de 45 ans. Plus de 70% de la population est analphabète.

Ce pays est souvent présenté en Occident comme un exemple de "démocratie". Peut-être parce que les uniformes des militaires et policiers rappellent ceux de la Grande-Bretagne et que les juges comme le chef du Parlement portent la perruque ?

En octobre 1980, après l'assassinat du chef de la police, le gouvernement gambien fit appel à l'armée sénégalaise pour rétablir l'ordre dans la capitale. En juillet 1981, des émeutes éclatèrent à nouveau et, une nouvelle fois, l'armée sénégalaise intervint. Il y eut 500 morts et 800 arrestations.

Cette fois-ci, en 1994, l'armée sénégalaise trop occupée sans doute à maintenir l'ordre sur son propre territoire, dans la région voisine et récemment insurgée, la Casamance, n'est pas intervenue pour sauver le pouvoir de Dawda Jawara, mettant ainsi un terme à un des "règnes" les plus longs qu'ait connu l'Afrique.

La Gambie est une preuve vivante de la manière dont l'impérialisme a pillé, ravagé et appauvri l'Afrique. Après avoir été l'un des réservoirs de l'esclavage pour l'Amérique, le fleuve servant à aller chercher les esclaves loin dans les terres, puis une base de manœuvre pour l'impérialisme britannique, la Gambie est aujourd'hui un pays pauvre et misérable, criblé de dettes, artificiellement séparé, y compris par sa langue officielle, d'une région à qui pourtant tout devrait l'unir.

Annick JALERIAN

Maroc

Libération de prisonniers politiques

HASSAN II SOULÈVE UN PEU SA BABOUCHE DE FER

Hassan II, roi et dictateur du Maroc, vient de décider un ravalement de la façade de son régime tristement réputé pour ses bagnes secrets où les opposants peuvent finir leur vie souvent même sans jugement.

Le roi a évidemment toujours nié l'existence de ces bagnes et des tortures qui y étaient pratiquées ainsi que l'existence de prisonniers politiques. Et s'il vient de décider de la libération de 424 d'entre eux, c'est parce que, selon lui, ce ne sont pas des prisonniers politiques.

Depuis trois ans, Hassan II développe une politique qui consiste à rendre plus présentable, c'est-à-dire moins gênante sur le plan diplomatique, sa dictature, notamment aux yeux de l'étranger et particulièrement de la France.

En 1991, plusieurs dizaines de prisonniers, certains n'ayant pour seul tort que d'appartenir à la famille d'un opposant, avaient été libérés de bagnes pourtant censés... ne pas exister. Alors qu'officiellement le régime d'Hassan II se libéralise, la réalité est beaucoup plus sombre. En ce qui concerne la libération massive du 21 juillet, le roi avait demandé à un "Conseil consultatif des droits de l'Homme", mis en place par lui-même, d'établir une liste de prisonniers à libérer. Dans son infinie bonté Hassan II avait même précisé d'avance qu'il signerait pour la libération de tous les prisonniers de cette liste. Mais, au moins autant pour ne pas déplaire au roi que, sans doute, par ignorance du nombre réel de prisonniers politiques, le Conseil n'a établi qu'une liste de 11 noms... Ce chiffre, en retrait par rapport aux libérations de 1991, a-t-il semblé trop dérisoire au roi lui-même qui l'a porté à 424 ? A moins encore que toute l'opération n'ait eu pour but de permettre à Hassan d'apparaître... comme la générosité et la liberté incarnées !

Mais rien n'a été fait pour une bonne centaine de "disparus" qui sont peut-être morts en détention ou bien réduits à l'état de morts vivants dans des bagnes secrets. Rien non plus pour les quelque deux cent exilés condamnés pour la plupart par contumace. De même, le roi avait d'emblée exclu de l'amnistie "*quiconque ne reconnaît pas la marocanité du Sahara*". C'est-à-dire les militants sahraouis qui réclament l'indépendance du Sahara occidental (une ancienne colonie espagnole qu'Hassan II a annexée il y a une vingtaine d'années provoquant ainsi la guerre pour ce territoire) et les Marocains qui les soutiennent.

Taradis / Gamma

Photo prise il y a quelques années, du bagne censé n'avoir jamais existé, à Tazmamart.

Rien n'a changé dans ce régime qui opprime une population marocaine privée des droits démocratiques élémentaires et réduite à la misère. Cela permettra aux Etats, aux politiciens, aux bourgeois qui, en Occident, soutiennent Hassan II, de libérer... leur mauvaise conscience. En supposant que cela leur posait problème.

Lucien DETROIT

Italie

BERLUSCONI, LE "MONSIEUR PROPRE" AUX MAINS SALES

Décidément, le si "neuf" président du Conseil italien Berlusconi pourrait rapidement faire la même figure que les gouvernants qui l'ont précédé, engloutis par les scandales et les enquêtes sur la corruption ; cette corruption à laquelle l'avènement du système majoritaire et d'une "seconde République" italienne, concrétisée par l'arrivée au pouvoir de Berlusconi, était censé mettre un terme.

Berlusconi a lamentablement échoué dans sa tentative de limiter les pouvoirs des juges face à un certain nombre de politiciens placés sous enquête. Lundi 25 juillet, le tribunal de Rome a requis onze années de prison contre l'ex-président du Conseil Craxi, ami de Berlusconi pour qui l'élection de celui-ci ne sera donc même pas une protection. Mais surtout, c'est maintenant Berlusconi lui-même qui se trouve sous le feu des juges de "mani pulite" ("mains propres") et de leurs investigations. Le groupe financier auquel il préside, la Fininvest, fait l'objet d'une enquête pour des pots-de-vin versés, notamment lors de contrôles fiscaux. Un dirigeant de Fininvest a été arrêté et un mandat de perquisition des bureaux du groupe a été établi. Ce qui jette une singulière lueur sur la tentative précipitée de Berlusconi, quelques jours auparavant, de faire passer un décret limitant la détention préventive dans les enquêtes sur la corruption.

Eh oui, il était facile à Berlusconi de jouer au "M. Propre" de la politique italienne sous les projecteurs de sa propre télévision. Maintenant qu'il est aux commandes, il ne faudra sans doute pas bien longtemps pour voir qu'il n'a guère les moyens de ses prétentions. D'autant plus que chaque maladresse de Berlusconi élargit les fissures de sa majorité en amenant la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, mais aussi les néo-fascistes du MSI-Alliance Nationale, à se désolidariser de lui et de son parti Forza Italia.

Ainsi, quatre mois après la victoire du prétendu "pôle de la liberté" berlusconien – appuyé sur Forza Italia, la Ligue du Nord et les néo-fascistes – celui-ci a déjà du plomb dans l'aile. Cette majorité gouvernementale montre ses faiblesses ; ses opposants se reprennent à espérer ; il en est ainsi des dirigeants du PDS (ex-Parti Communiste) dont les espoirs reposent sur une alliance avec le Parti populaire (ex-Démocratie Chrétienne), voire avec la Ligue du Nord de Bossi, pour faire figure d'"alternative" à Berlusconi.

Mais, outre qu'on voit mal en quoi ce serait vraiment une alternative, ce n'est pas la seule hypothèse possible. Une autre serait le renforcement de la dérive à droite par les surenchères des néo-fascistes et de la Ligue du Nord. Celle-ci aurait d'ailleurs encore moins de raisons de se lier au PDS et aux partis du centre qu'elle n'en a eu de se lier au parti de Berlusconi.

Et s'il est une chose urgente, c'est bien que la classe ouvrière mène sa propre politique, sans rien attendre de cette triste farce politique et des jeux parlementaires.

André FRYS

Argentine

70 000 MANIFEST... CONTRE CARLO...

Le mercredi 6 juillet a eu lieu la "marche fédérale". 60 à 80 000 travailleurs ont manifesté à Buenos Aires, la capitale fédérale, notamment sous les fenêtres du palais présidentiel où réside le péroniste Menem. A deux jours près, les manifestants ont organisé la plus importante protestation pour le cinquième anniversaire de sa présidence.

L'idée de cette marche nationale est venue de groupements de syndicalistes des différentes villes de province qui se sont soulevées contre Menem depuis décembre dernier, auxquels s'étaient jointes des organisations de petits paysans, des étudiants et des organisations humanitaires.

Parmi les partis soutenant la manifestation, le plus visible était le Frente Grande, le Front Large, sorte d'union de la gauche entre plusieurs partis socialistes, des péronistes dissidents et des staliniens. Il y avait également l'extrême gauche mais aussi le Parti Radical de l'ex-président Alfonsin et l'extrême droite du Modin de l'ex-militaire Aldo Rico. La présence de ces deux derniers partis a donné un prétexte à la CGT péroniste pour refuser son soutien : bien des travailleurs du cordon industriel en étaient donc absents. Ceux-ci avaient manifesté deux jours avant à l'appel de la CGT lançant 20 h de grève générale pour obtenir 30% d'augmentation et le rétablissement des négociations collectives par branche.

Les manifestants étaient venus de tout le pays, de Mendoza, de Tucuman, de Jujuy (1 600 km au nord-ouest de la capitale), de San Juan (1 000 km à l'ouest), de Formosa (1 300 km au nord), de La Quiaca à la frontière bolivienne, de Patagonie, de Terre de Feu (2 500 km au sud). Les groupes les plus importants venaient des provinces de l'intérieur où il y a eu des explosions sociales. Un des manifestants les plus applaudis a été le syndicaliste surnommé "El Perro Santillán", qui avait conduit la révolte de Jujuy. Il

...MAIS MENEM NE PENSE QU'

Le 25 mai, Menem inaugurait à Paraná, au nord de la capitale, la convention constituante, récemment élue, chargée de rendre possible sa réélection en 1995. Les mères des jeunes disparus pendant la dictature, des retraités dont les pensions ont été réduites, des militants du Front Large sont venus manifester. Les retraités, très dynamiques, réclament la revalorisation de leurs retraites. Certains, déguisés en clowns, brandissaient des pancartes : *"Le cirque de la réélection commence !"*.

Comme pseudo-solution au chômage des jeunes, Menem envisage de supprimer la conscription en 1995. Elle est devenue relativement symbolique car l'Etat argentin n'a pas les moyens d'équiper et de nourrir tous les jeunes en âge de faire leur service militaire : alors qu'il incorporait 100 000 jeunes par an dans les années 1980, il n'en prend plus actuellement que 15 à 20 000, par tirage au sort. L'émotion causée par l'assassinat d'un jeune appelé par des sous-officiers

LA CONTESTATION OUVRIÈRE GRANDIT

La marche fédérale fait suite à une série de contestations sociales qui ont frappé différentes régions du pays depuis quelques mois. Selon la presse argentine, l'ensemble des chômeurs et des travailleurs en conditions précaires, survivant avec des petits boulots, atteindraient actuellement près de 60% de la main d'œuvre.

• Buenos Aires : d'automobi... des travaille...

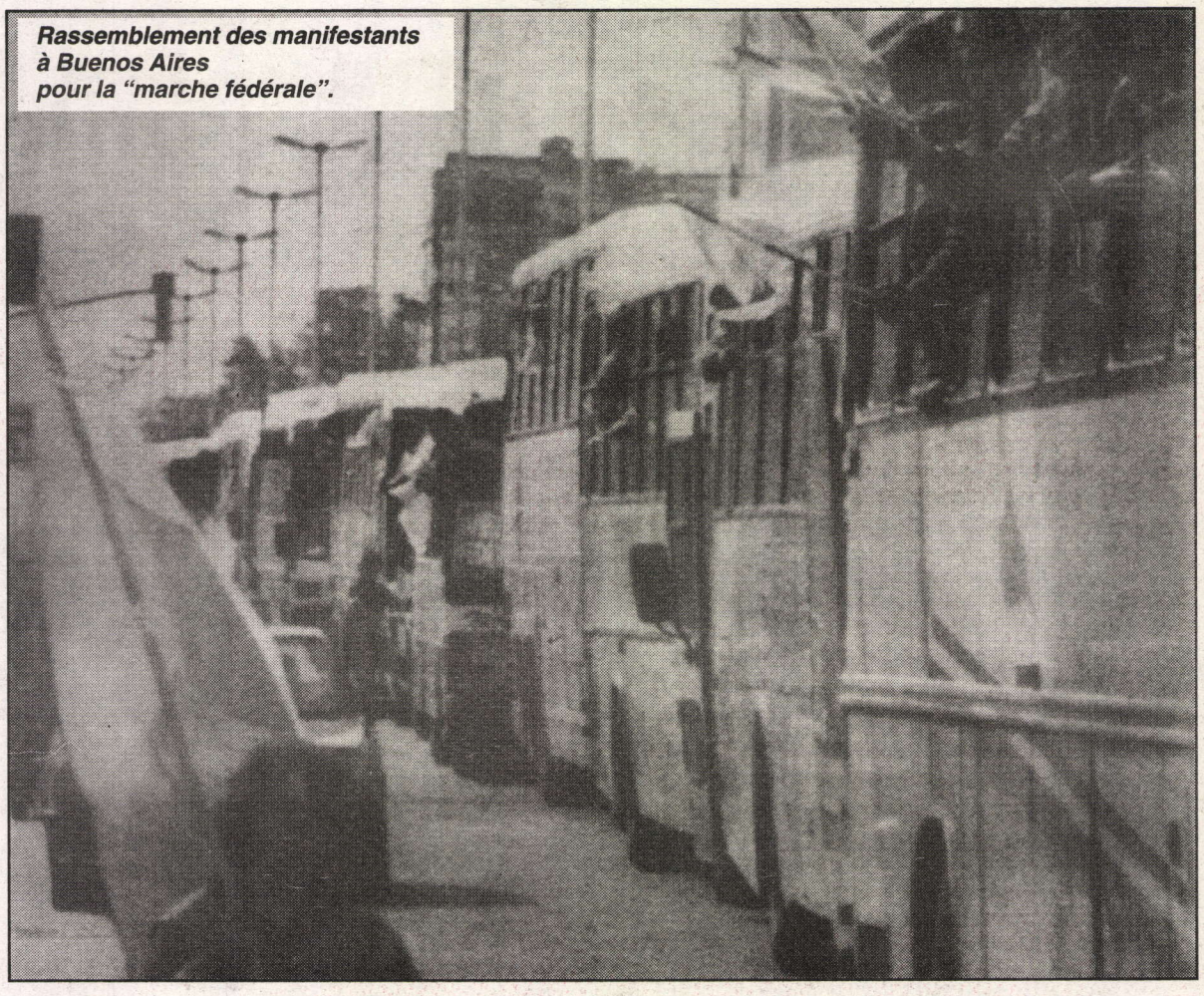
Le 7 mai commençait l'occupation de l'usine automobile Sevel, qui emploie 4500 ouvriers dans la banlieue de Buenos Aires. Les grévistes protestaient contre les bas salaires et les méthodes de travail imposées par la compagnie, où sont fabriquées des Fiat et des Peugeot (cette usine d'automobiles est la plus productive – et

Les ouvriers de l'usine Sevel conspuent les dirigeants syndicaux.

TANTS OS MENEM...

y avait aussi des petits producteurs de tabac, de coton, des petits cultivateurs, ainsi qu'un fort contingent de fonctionnaires qui touchent leurs salaires avec des mois de retard depuis que l'Etat fédéral a coupé les vivres aux provinces : employés d'Etat et instituteurs notamment.

Tous entendaient protester contre la politique d'austérité de Menem. *"On luttera jusqu'à ce que tombe Cavallo !"*, scandaient des manifestants. Cavallo est le ministre de l'Economie de Menem, qui porte largement la co-responsabilité de la situation économique dégradée pour les plus défavorisés.



Rassemblement des manifestants à Buenos Aires pour la "marche fédérale".

Arc

M À SA RÉÉLECTION

lui a donné l'occasion de lancer sa réforme. La conscription serait remplacée par une armée de métier où il enrôlerait immédiatement 25 à 30 000 jeunes soldats. *"L'entrée dans les forces armées, comme soldat, ne représentera pas seulement la possibilité d'avoir un salaire, mais aussi des repas assurés, un toit, des oeuvres sociales pour le soldat et sa famille et en plus une formation à un métier qui permettra d'avoir un travail au moment du retour à la vie civile"*, a expliqué Menem qui dit avoir trouvé les 200 millions de pesos nécessaires à cette opération, une belle augmentation du budget militaire !

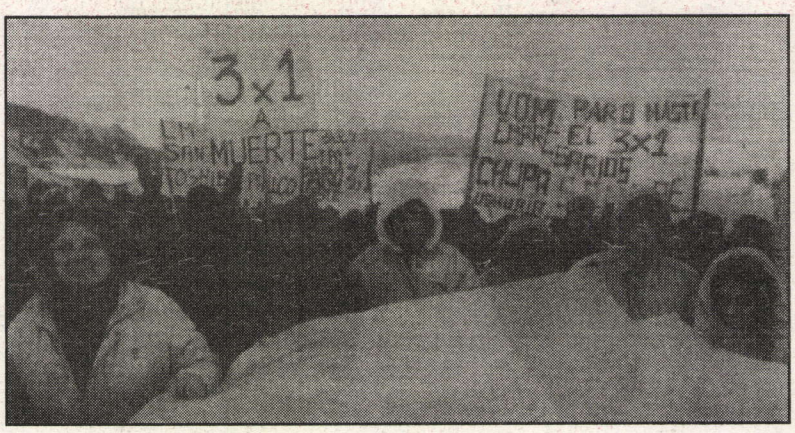
Il s'agit ici d'une sorte de version militaire des stages-jeunes puisque ce programme s'adresse aux 18-25 ans. Mais Menem prépare peut-être une réponse musclée à la contestation sociale. Car, tandis qu'il n'aimerait penser qu'à sa réélection, sa politique anti-ouvrière multiplie la contestation et le mécontentement commence à s'entendre. D'ailleurs, les organisateurs de la manifestation du 6 juillet ont lancé un appel à une grève générale le 2 août prochain.

Jacques FONTENOY

• Des grèves en Terre de Feu

En Terre de Feu, dans l'extrême-Sud glacé du pays, en mai-juin, les métallurgistes ont fait grève pendant trois semaines contre des licenciements et pour les salaires. Depuis quelques années, la Terre de Feu était la "terre promise" pour bien des travailleurs argentins. Pour ceux dont les conditions de vie étaient devenues trop précaires dans le nord du pays, la Terre de Feu paraissait une perspective. Zone franche avec de nombreuses facilités pour le patronat, la Terre de Feu a vu s'installer des entreprises électroniques notamment. A condition de travailler dur, de faire des heures, il était possible de gagner un peu plus en Terre de Feu qu'ailleurs, et de pouvoir s'acheter une voiture par exemple. Mais cela signifiait aussi s'exiler au bout du monde. Travailler à Rio Grande ou à Ushuaia a entraîné une véritable migration intérieure. Mais cette petite soupape est en train de se boucher. La grève des métallurgistes a été dure, notamment à cause des conditions climatiques difficiles. C'est l'hiver actuellement et il faisait facilement – 15° en Terre de Feu.

La vie est très chère, car les biens consommés sont importés. Les grévistes d'Ushuaia réclamaient les mêmes conditions qu'à Rio Grande (autre grande ville de la même province), et donc qu'on triple le salaire de leur convention collective. La grève a touché neuf entreprises. Et malgré la répression, notamment l'intervention de la police qui a délogé des ouvriers chez Foxman et chez Crown-Mustang, où les coups de matraques et les tirs de balles en caoutchouc ont blessé une dizaine d'ouvriers, les travailleurs ont obtenu satisfaction à la fois sur l'annulation des licenciements et en partie sur leur revendication salariale, bien que l'augmentation sera étalée sur un an. Le 5 juin, la grève se terminait en Terre de Feu. Et le 7, grèves et manifestations reprenaient dans les provinces du Nord. Elles allaient déboucher sur la marche fédérale.



Arc

Inquiété par ces révoltes, ces grèves et ces manifestations, Menem, qui aimerait bien que sa campagne électorale en 1995 ne soit pas dérangée par la contestation sociale, avait mis sur pied un secrétariat à la sécurité nationale, destiné à unifier les activités de la police, de la gendarmerie et de la préfecture navale mais ce projet a déclenché une violente opposition et il l'a d'abord abandonné. Mais le récent attentat antisémite lui a permis de le remettre en place par décret. Un militaire a été nommé à la tête de ce secrétariat.

Mais Menem n'a pas tiré que des bénéfices politiques de cet attentat : 200 000 personnes ont manifesté contre l'attentat sous une pluie torrentielle. La place du Congrès était noire de monde. Lors du premier attentat antisémite, Menem avait pris la parole devant les manifestants. Mais cette fois, craignant de se faire siffler par une foule qui lui reproche de n'avoir rien prévu, et dans le climat social général, il a préféré ne pas paraître.

...s : occupation de l'usine ...les Sevel et manifestation ...urs de l'automobile

ıa plus profitable – du pays). Sevel appartient à la famille Macri, grosse famille capitaliste intime de Menem. Macri avait prétendu à la télévision que ses ouvriers gagnaient 1 500 pesos par mois (un peso = 1 dollar). En réponse, les grévistes, juchés sur les toits de l'usine, exhibaient leur feuille de paye avec leur véritable salaire : de 250 à 300 pesos à la quinzaine. Leur patron avait prétendu qu'ils gagnaient environ 9 000 F par mois. Au mieux, ils touchaient 3 600 F (or à Buenos Aires les prix sont proches des prix européens). Autre cible des grévistes : José Rodriguez, dirigeant cégétiste de la métallurgie, accusé de collusion avec le gouvernement Menem. Le sort de ce mouvement est depuis entre les mains d'un médiateur nommé par l'Etat.

Arc

Le 14 mai, 10 000 travailleurs de l'automobile se retrouvaient dans Buenos Aires pour protester contre un projet de suppressions des négociations collectives que le patronat et le gouvernement voudraient remplacer par des accords d'entreprise. La manifestation a pris rapidement un caractère politique contre la politique d'austérité de Cavallo. Pour le moment, la question reste en suspens.

• La ville de Cordoba paralysée par la grève

Le 11 juin, la grève a paralysé Cordoba. Il y a eu plus de 10 000 manifestants, principalement des ouvriers d'industrie et des services dénonçant le chômage et un projet de remise en cause de toutes les lois sociales, dénoncé sous le terme général de "flexibilité". Cordoba (à près de 1 000 km au nord-ouest de la capitale) est une ville où il y a notamment d'importantes usines automobiles Fiat et Renault. Il y a 25 ans, la population ouvrière s'y était insurgée. Ce 11 juin, le cordon industriel a été entièrement paralysé, mais dans la manifestation on retrouvait peu de travailleurs de l'automobile, mais des métallurgistes et surtout les travailleurs du secteur public. Il n'y avait ni banques, ni écoles ouvertes. Les commerces étaient fermés en solidarité.

Cordoba est une ville de tradition politique radicale et la municipalité est donc théoriquement adversaire du péroniste Menem. Mais d'autres solidarités étaient à l'œuvre : le gouverneur radical a dénoncé la *"présence d'éléments subversifs infiltrés"* dans l'organisation de cette journée. Là aussi des travailleurs mécontents s'en étaient pris au dirigeant syndical Rodriguez.

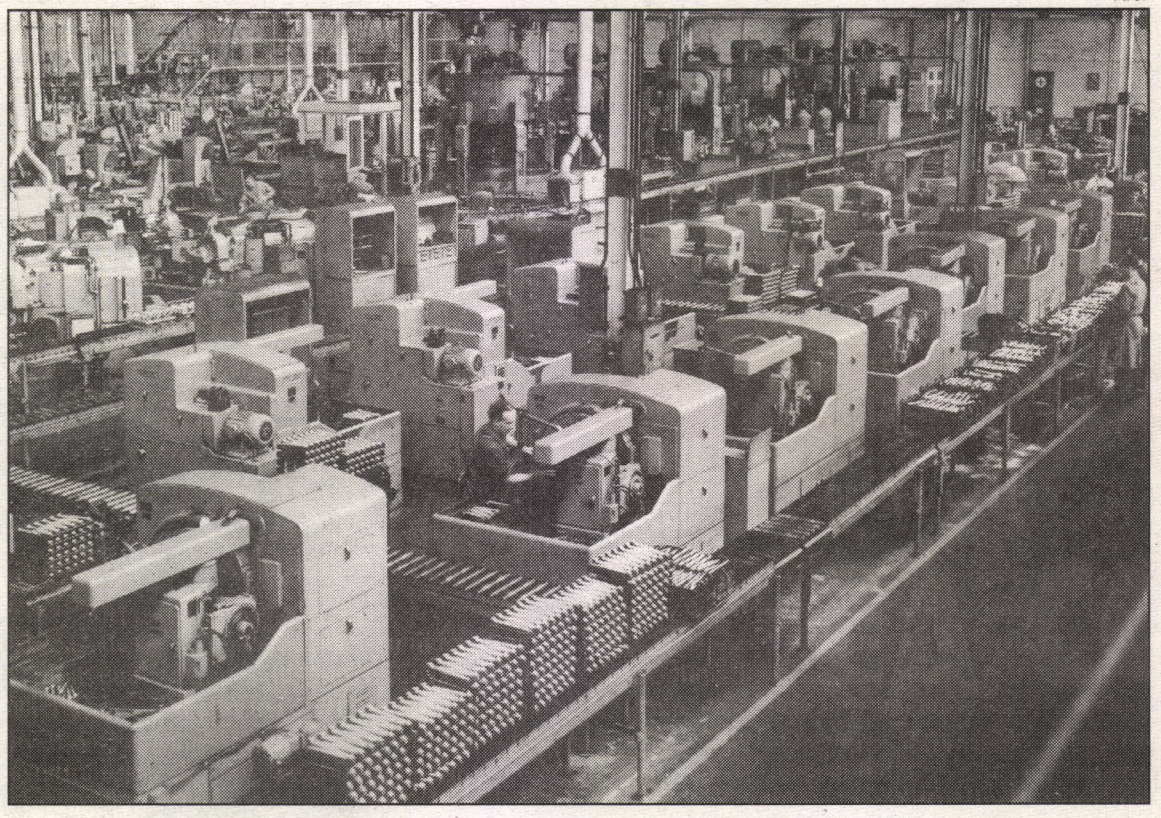
Hélène DELAVILLE

Renault - Le Mans (72)

Suppression de postes, augmentation du travail...

ÇA COINCE !

Arc.



Début juillet, à l'usine Renault du Mans, dans un secteur du département 85 – qui fabrique les trains avant des divers véhicules Renault – la direction annonçait son intention de supprimer plusieurs postes (six sur l'ensemble des trois équipes) et de répartir le travail entre ceux qui restaient.

Ainsi sur les KTM (qui usinent les bras inférieurs de l'*Espace*), la direction voulait donc supprimer un opérateur sur les deux qui y travaillent habituellement... et demander au travailleur restant de faire la navette entre les deux machines et de sortir la même production qu'auparavant !

Sur une ligne d'usinage de porte-fusées, cette fois sous prétexte de l'implantation prochaine d'un "stockeur de pièces brutes", elle voulait là aussi supprimer un emploi : le travailleur qui s'occupait de l'outillage se voyait affecter, en plus de son travail actuel, le chargement du "stockeur" en question.

Evidemment, quand ces nouvelles furent connues dans l'atelier (qui compte une vingtaine de travailleurs), ce fut le refus unanime. Plusieurs débrayages eurent lieu dans chaque équipe, les travailleurs affirmant leur refus de la suppression des postes et de l'augmentation de la charge de travail. Les chefs de département et d'atelier qui parlaient de productivité et de compétitivité se virent proposer de mettre des gants pour montrer un peu l'exemple, voire que l'on supprime leurs propres postes, ce qui vu leur paye aurait été plus rentable pour Renault. Enfin, un après-midi, exaspérés de voir le chef de département et divers agents de maîtrise rôder dans le coin pour expliquer qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement que de supprimer du personnel, les travailleurs ont débrayé pour dire à ces messieurs qu'ils ne voulaient plus les voir dans le secteur.

Finalement, à la suite de ces débrayages, une réunion eut lieu mi-juillet avec la direction, pour discuter du "problème" des KTM. Le chef d'atelier lâcha du lest en disant qu'il laisserait les choses comme avant... mais que puisque, selon le "chrono", les travailleurs n'étaient pas très "engagés", ils pourraient donner un "coup de main" aux travailleurs des installations voisines. A partir de là, il tenta de diviser les travailleurs entre ceux ayant des postes "chargés", et les autres.

Le calcul était mauvais car du coup, tout le monde se leva et quitta la réunion, laissant direction et chefs en plan, pour revenir rapidement avec les travailleurs des porte-fusées et dire tous ensemble ce qu'on pensait de ces lamentables procédés de division.

Depuis, plus de nouvelles de la direction et de ses projets. Pour montrer que la mobilisation était toujours là, la "grève" des réunions de travail et d'information hebdomadaires avec les chefs fut organisée dans chaque équipe. Le chef d'équipe, venu demander pourquoi plus personne ne venait à ses réunions, se vit répondre par un travailleur goguenard : *"Vous nous avez tant parlé de productivité que maintenant on applique : plus de temps morts, on produit plein pot !"*

A la veille du départ en vacances, la direction semble avoir laissé tomber ses projets en ce qui concerne les KTM. Quant aux travailleurs des porte-fusées, ils attendent la rentrée, bien décidés eux aussi à faire reculer la direction.

Correspondant LO

Cramif - Paris

LES LICENCIEMENTS NE SONT PAS PASSÉS

Le 30 juin 1994, une grève appelée par la CGT, la CFDT, FO et l'UGICT réunissait une centaine de personnes au siège de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF) pour protester contre le licenciement fin juin de trois secrétaires sociales en contrat à durée déterminée (CDD).

Elles avaient été embauchées, il y a 18 mois – et même trois ans pour l'une d'entre elles – pour remplacer des secrétaires parties aux cours d'assistante sociale. Ces dernières ayant réussi leur formation et devenant ainsi assistantes sociales, les secrétaires en CDD étaient assurées d'être engagées en CDI (contrat à durée indéterminée). C'est ce que la CRAMIF leur avait dit lors de la signature du contrat CDD et c'est aussi ce qui leur avait été répété à diverses reprises par leur hiérarchie !

Seulement, entre temps, la CRAMIF a décidé de "liquider" à terme toute une section du Service Social, qui représente environ 200 personnes sur plusieurs secteurs, notamment sur Paris, dénommée "polyvalence". Et elle s'est engagée, pour l'instant, à reclasser le personnel au fur et à mesure de la fermeture de ces secteurs.

La CRAMIF n'a donc rien trouvé de mieux que de licencier dès maintenant les agents en CDD afin de garder les postes libres pour les assistantes sociales ou les secrétaires qui seront à recaser dans les mois à venir. En attendant, les postes sont vacants, et le travail ne se fait pas.

Après plus de deux heures de discussion houleuse où certains assistants sociaux, dont des chefs, ont dit ce qu'ils pensaient de la gestion du personnel et de la politique de désengagement de la CRAMIF en matière d'assistance sociale, les trois directeurs, qui n'en menaient pas large, s'engageaient à embaucher définitivement la plus ancienne des secrétaires.

Quant aux deux autres, leur CDD serait prolongé jusqu'au 30 septembre 1994. Elles seraient mutées dans un autre service de la CRAMIF, la Tarification des Accidents du Travail, surchargé de travail et dans lequel des heures supplémentaires sont effectuées ; elles remplaceraient deux salariées absentes pour cause de congé maternité et feraient de la saisie informatique toute la journée.

Selon les dires des directeurs, c'est tout ce que la CRAMIF pouvait faire car il n'y avait pas de postes en CDI pour elles !

Les grévistes se séparaient alors en décidant de prendre rendez-vous avec le directeur général dans l'intention de faire annuler ces licenciements annoncés.

Le 19 juillet 1994, une des secrétaires (l'autre étant en congé), accompagnée des organisations syndicales, était reçue par le directeur général, en présence de deux des directeurs qui avaient été copieusement "arrosés" le 19 juin.

Au bout d'un quart d'heure de discussion, le directeur général annonçait que les deux secrétaires seraient titularisées avant la fin de l'année. Tiens donc ! Jusqu'à présent les promesses de la direction étaient promesses de ministres !

Trois semaines après avoir affirmé "mordicus" qu'il n'y avait aucune solution pour elles, la direction trouvait donc le moyen d'embaucher en contrat à durée indéterminée deux secrétaires qu'elle comptait licencier sans tambour ni trompette : preuve, si besoin en était, que la colère et la détermination des employés peuvent faire changer le cours des choses...

Correspondant LO

Uniroyal (Clairoix - Oise)

LA DIRECTION VOUDRAIT LICENCIER 19 SALARIÉS POUR FAIT DE GRÈVE !

La direction d'Uniroyal ne digère pas la grève que sa politique d'exploitation maximum, et en particulier sa volonté d'allonger encore l'horaire d'un travail déjà pénible et dangereux, a déclenchée du 22 juin au 11 juillet. Malgré sa prétendue volonté d'apaisement qui lui a fait écrire qu'il n'y aurait *"ni vainqueur, ni vaincu"*, elle vient d'engager une procédure de licenciement contre 19 grévistes, accompagnée d'une mise à pied conservatoire - c'est-à-dire d'une interdiction d'entrer dans l'entreprise, sauf pour celui qui est délégué syndical. La hargne contre la grève et les grévistes est d'entrée exprimée dans le motif de la procédure engagée : *"Monsieur"*, commence la lettre convoquant aux entretiens préalables, *"au cours du dernier conflit, vous avez pris une part active qui a causé un préjudice grave..."*

Les 19 salariés visés ont en effet participé activement à la grève. Comme des centaines d'autres ! Car cette grève a été largement suivie par environ 600 travailleurs des secteurs de production (sur plus de 900). C'est bien cela que les directeurs d'Uniroyal-France (filiale du trust allemand Continental, qui fabrique des pneus) n'ont toujours pas digéré. Ils ont donc cristallisé leur volonté de vengeance sur un échantillon représentatif de grévistes où l'on trouve des travailleurs qui ont plus de 20 ans d'entreprise – et jusqu'à 33 ans pour l'un d'entre eux – et d'autres plus jeunes, en particulier certains délégués et candidats délégués de la CGT (le seul syndicat qui a participé à la grève).

De la part de la direction, il s'agit de viser tous les grévistes, tous ceux qui ont eu le courage et la fierté de lui tenir tête. Il s'agit aussi d'une entrave au droit syndical et à l'activité de délégué, ce dont la direction est coutumière car ces dix dernières années, elle a cherché à se débarrasser d'une demi-douzaine de militants ou délégués de la CGT. Il s'agit surtout pour le directeur, Cassel, de chercher à se venger d'une grève qu'il a ressentie comme un affront personnel.

Cette attitude a indigné très largement dans l'entreprise. Y compris des employés, techniciens voire petits cadres qui n'ont pas fait grève mais ne sont pas du tout d'accord avec les licenciements. La pétition qu'a fait circuler un "Comité pour la défense des droits des salariés" qui s'est aussitôt créé pour réagir, a déjà recueilli près de 300 signatures (sur 400 personnes présentes actuellement dans l'entreprise, dont toutes n'ont pas encore été vues). Un bon nombre de non-grévistes l'ont signée.

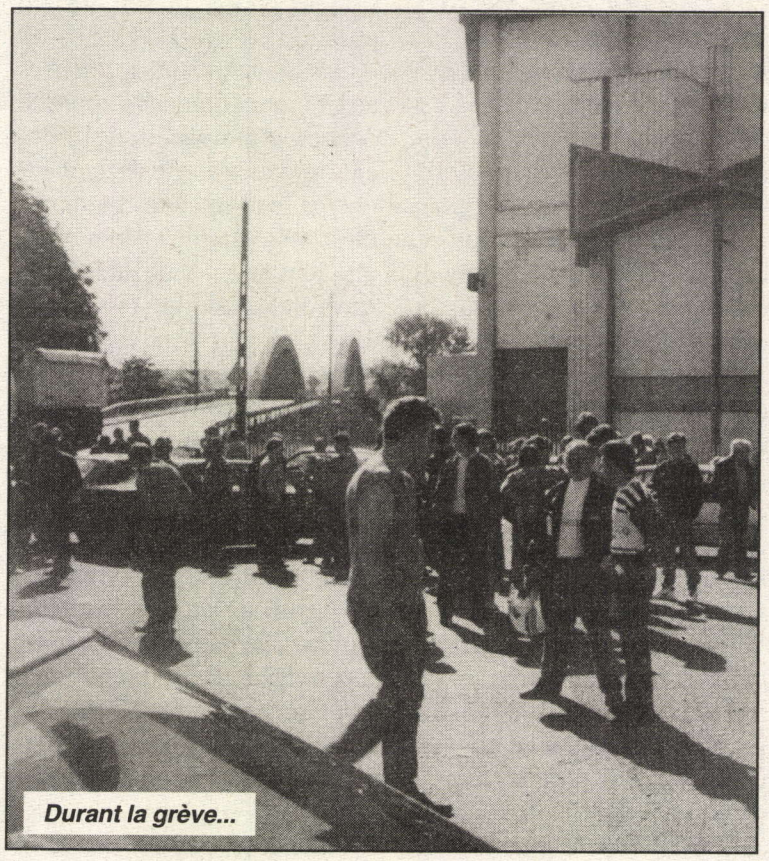
Il faut préciser que la direction agit intentionnellement dans une période de désorganisation due aux congés d'été où seulement la moitié de l'effectif de production est présent. La moitié des licenciables seulement est actuellement dans l'entreprise et a été convoquée à l'entretien préalable le mardi 26 juillet. Les autres sont convoqués à leur retour de congé, le 9 août et mis à pied à titre conservatoire dès la veille, le 8 août ! Le vendredi 29 juillet à 14 heures, l'entreprise ferme quasiment une semaine.

Le mardi 26 juillet a été une journée d'entretiens préalables non-stop ! Une dizaine de travailleurs y sont passés, auxquels la direction a fait des reproches vagues dénués de tout fondement et de toute preuve. Certains auraient bloqué plusieurs camions à eux tout seuls, d'autres auraient séquestré le directeur... Où, quand, comment ? En fait, les seules violences qui ont eu lieu durant ce conflit sont le fait de la direction qui, dans la nuit du 29 au 30 juin, a commandité les services d'une trentaine de nervis qui ont commis de gros dégâts matériels et ont envoyé deux grévistes à l'hôpital. La presse et la télévision régionales y avaient consacré le lendemain leurs gros titres. Et la direction cherche manifestement à se prémunir contre les suites de cette affaire qui arrivera en correctionnelle. Les auteurs des violences voudraient se faire passer pour des victimes !

Le mardi 26 juillet, les salariés convoqués par la direction ont été accompagnés, à 8 heures du matin et à 14 heures l'après-midi, par une délégation d'une centaine de travailleurs qui n'ont pas le coeur d'être normalement à leur poste depuis l'annonce des sales coups de la direction. Au retour de congés du mois d'août, la protestation a toutes les chances de se manifester de la même façon. Le "barnum" des grévistes a été réinstallé à l'entrée de l'entreprise, comme permanence du Comité de défense. Si la direction voulait rendre l'usine ingérable, elle est en passe de réussir ! Même des chefs en ont ras-le-bol d'avoir à répondre, dans les ateliers, de la politique de la direction.

La direction cédera-t-elle ou perséverera-t-elle dans ce qu'un certain nombre de salariés dont des non-grévistes, des membres de la petite hiérarchie, des journalistes ou autres "personnalités" qui ont suivi l'affaire considèrent comme un délire maniaque ? Les travailleurs d'Uniroyal et d'autres entreprises de la région, indignés, comptent sur leur force et leur nombre pour exiger justice et obtenir l'annulation de toutes les procédures de licenciement.

Correspondant LO



Durant la grève...

LO

SKF (Région de Tours)

CYNIQUE ROULEMENT DE PERSONNEL

On se souvient comment, en juin 1993, la direction de l'entreprise de roulements à billes SKF de Saint-Cyr-sur-Loire, près de Tours, avait réexpédié chez eux, en taxi (et dans les minutes mêmes qui avaient suivi l'annonce de leur licenciement), 35 de ses salariés qu'elle jetait à la rue. Depuis lors, 26 de ces travailleurs, qui pour la plupart travaillaient depuis longtemps dans cette entreprise, n'ont pas retrouvé d'emploi. Les affaires ayant repris pour SKF, la direction a récemment annoncé qu'elle avait décidé de procéder à 23 embauches en CDD, avec la perspective de certaines embauches définitives.

La moindre des choses aurait été que la direction fasse appel à ces ex-membres de son personnel toujours chômeurs. Eh bien, non. La direction préférait des bras plus jeunes et meilleur marché. Alors d'une part elle a attendu que la période d'un an pendant laquelle les anciens salariés bénéficient d'une priorité d'embauche soit révolue pour annoncer sa décision. Et d'autre part, comme elle n'en est pas à un geste cynique près, elle a systématiquement éliminé ses anciens salariés, prétextant que les résultats des tests et épreuves diverses auxquels étaient soumis ceux qui faisaient acte de candidature montraient bien qu'ils n'avaient pas le profil correspondant aux besoins de l'entreprise. Qu'ils y aient travaillé quinze, vingt ou trente ans précédemment n'entrait pas en ligne de compte. Car le seul souci de SKF c'est que l'entreprise roule... pour les profits des actionnaires.

Les exploiteurs capitalistes sont des salauds... c'est peu de le dire. Mais il y en a qui, en plus, veulent que cela se sache !

Enseignement

MENACES SUR L'EMPLOI DES MAÎTRES AUXILIAIRES ÉTRANGERS

"On s'occupe de leurs gamins depuis des années et, aujourd'hui, ils veulent nous renvoyer chez nous". C'est en ces termes qu'un maître auxiliaire étranger commentait les mesures que le gouvernement pourrait prendre pour remplacer certains enseignants d'origine étrangère par des Français ou des Européens.

Les maîtres auxiliaires sont des enseignants qui ont des diplômes universitaires mais n'ont pas passé les concours de l'Education nationale. Ils sont embauchés pour une période limitée et occupent les postes vacants. En fait certains travaillent ainsi depuis des années. Ils font le même travail que les autres, sont moins payés et enseignent souvent dans les établissements les plus difficiles. Ils ne sont jamais sûrs d'être repris l'année suivante.

Il y a aujourd'hui 36 000 maîtres auxiliaires dont 3 959 sont des étrangers, soit 11% du total.

L'embauche des maîtres auxiliaires étrangers répond à des besoins impérieux de l'Education nationale. Elle embauche par exemple des étudiants étrangers à temps plein alors que leur statut leur interdit de travailler plus d'un mi-temps.

Un rapport dont le ministre reprend les conclusions propose donc désormais d'obliger l'Education nationale à déposer dès le mois de mars, des listes de postes vacants à l'ANPE qui proposera des candidats prioritairement français.

Cette mesure et d'autres limitant le droit d'enseigner aux étrangers, ne prendraient effet qu'à la rentrée 1995. Pour l'instant, seules les nouvelles embauches devraient être limitées.

La nécessité pour les rectorats de se concerter avec les ANPE n'est certes pas chose nouvelle, mais jusqu'à présent, les rectorats ont préféré utiliser des étrangers qui avaient une plus grande qualité des diplômes. 85% des maîtres auxiliaires étrangers détiennent au moins une licence, contre 61% pour l'ensemble des maîtres auxiliaires.

S'exprimant sur les refus des dossiers de candidature à l'Education nationale transmis par les ANPE, un responsable des services rectoraux de l'Ile-de-France affirmait : *"Nous les avons rejetés car ils étaient trop faibles. Pour nous, l'essentiel c'est d'avoir de bons profs devant les enfants. Les statistiques du chômage, cela ne vient qu'après."* On pourrait ajouter que la démagogie nationaliste, anti-immigrés des Le Pen, Pasqua, De Villiers et autres n'a rien à voir avec la bonne éducation des enfants... ni avec celle de leurs parents.

Jean RAMAT

Passe ton bac d'abord !

Pour avoir plus de chance de trouver un emploi, les jeunes n'ont qu'à se qualifier, nous dit-on.

Mais voilà que depuis quelques semaines une partie des nouveaux bacheliers galèrent à la recherche d'une faculté. Par exemple, dans la région parisienne, il resterait 2 500 bacheliers sans affectation. Certaines facultés sont des plus surchargées comme celle de Nanterre qui dépasse largement le chiffre de 18 500 étudiants fixé par les règles de sécurité avec... 35 000 étudiants inscrits ! Manque de crédits, d'équipements, d'enseignants, celles-ci n'ont pas assez de places.

Il est vrai que pour être "licencié" de nos jours, point n'est besoin d'aller à l'université, les patrons s'en occupent pour vous.

Par grâce présidentielle

LIBÉRÉS PUIS EXPULSÉS

A partir du 21 juillet et jusqu'au mois de septembre, comme tous les ans depuis 1988, quelques milliers de détenus vont être libérés par la grâce présidentielle du 14 juillet : 8 600 ont été libérés en 1992, 5 713 en 1993, 4 000 à 5 000 doivent l'être cette année.

Cette mesure qui touche surtout les "petits" délits puisqu'elle exclut par exemple les catégories de détenus condamnés pour terrorisme, infraction grave à la législation sur les stupéfiants ou encore les délits contre les mineurs de moins de 15 ans, est surtout devenue un moyen de désengorger les prisons de plus en plus surpeuplées. Il y a en France aujourd'hui, 57 000 détenus pour 47 000 places.

Mais cette année, la grâce va être de courte durée pour les détenus qui ont été condamnés pour de petits délits mais qui n'ont pas eu le bout goût de naître à l'intérieur des frontières françaises. Ils sont au nombre de 800 à 1 000. A leur sortie de prison ils seront pris en charge par la nouvelle police de l'immigration et bon nombre d'entre eux seront reconduits à la frontière ou dans un centre de rétention administrative dans l'attente d'un charter.

Et pour que les choses aillent rondement, les prisons communiquent par avance aux préfectures une liste nominative des étrangers bénéficiant de la grâce.

C'est ce qu'on appelle la "double peine" infligée aux détenus étrangers par la justice française.

Quand on est étranger, la grâce est à double tranchant.

LES ROUES TOURNENT, L'ARGENT RENTRE

Le Tour de France est terminé. Sur le podium les vrais gagnants sont la Société du Tour avec plus de 50 millions de bénéfices, et les sponsors, dont les principaux ont dépensé chacun plus de 15 millions pour avoir droit de transformer les coureurs en hommes-sandwichs.

Il y a aussi la télé qui assure 30 % des rentrées financières, et les municipalités qui payent pour que le Tour – et surtout les touristes ! – fassent un crochet chez elles.

Et c'est tout ? Ah oui c'est vrai, il y a aussi les coureurs...

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

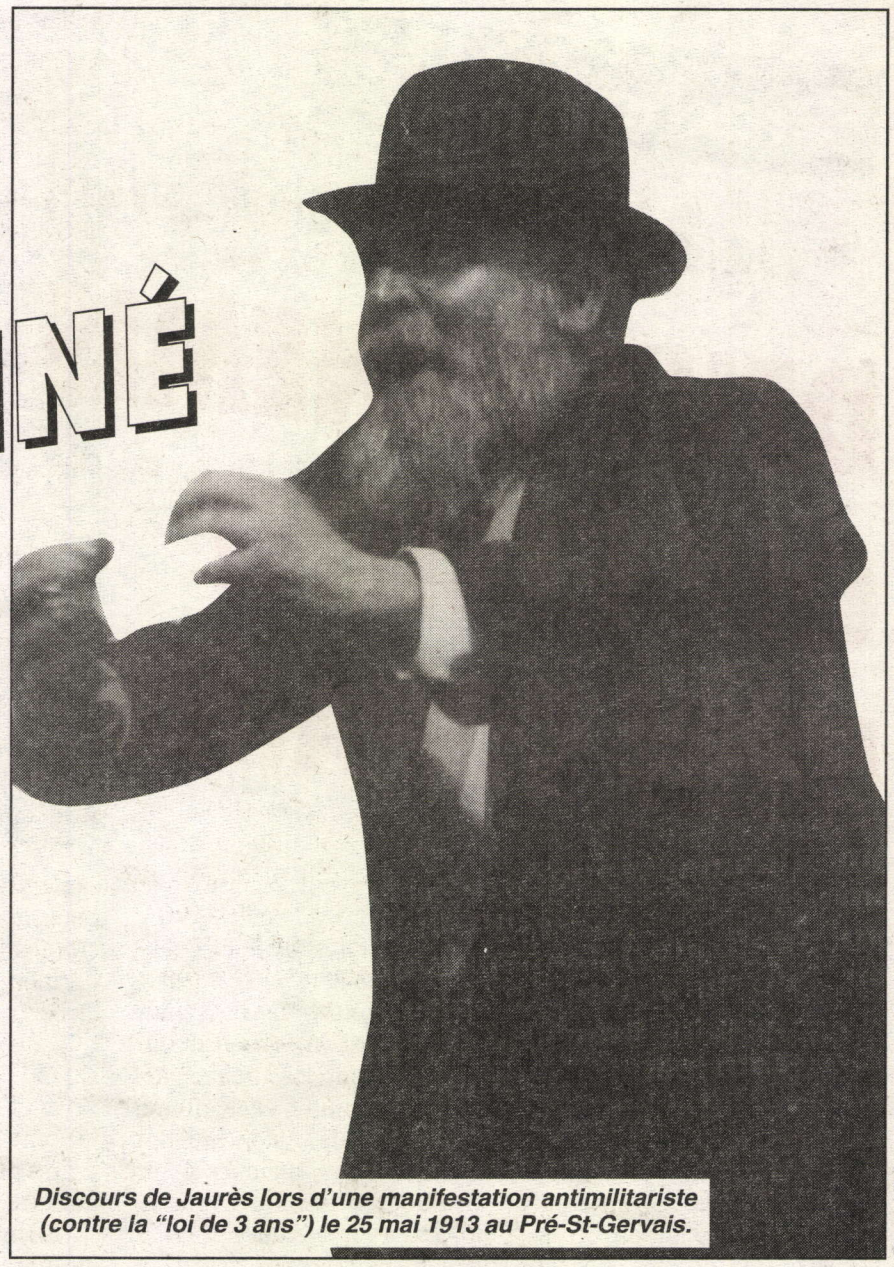
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Le 31 juillet 1914 JAURÈS ÉTAIT ASSASSINÉ



Discours de Jaurès lors d'une manifestation antimilitariste (contre la "loi de 3 ans") le 25 mai 1913 au Pré-St-Gervais.

Roger Viollet

Le 31 juillet 1914, Raoul Villain tirait une balle de revolver sur Jean Jaurès, le symbole de l'opposition à la guerre du mouvement ouvrier et socialiste. Le 1er août, la mobilisation générale, en France, était annoncée pour le lendemain.

Jaurès était certes un socialiste pacifiste, philosophiquement idéaliste et non marxiste ; il était aussi l'un des représentants de ce socialisme réformiste dans lequel baignait une grande partie de la Seconde Internationale qui allait se ranger dans l'Union Sacrée avec la bourgeoisie. Mais son engagement aux côtés de la classe ouvrière, les combats qu'il a menés avec honnêteté et ténacité, ses talents d'orateur, avaient fait de lui le dirigeant socialiste français le plus populaire de son époque.

Jaurès, une grande figure du socialisme

Jean Jaurès naquit en 1859 à Castres dans une famille de la moyenne bourgeoisie. A 26 ans, en 1885, il devint député républicain. Il se fit le défenseur acharné de cette République qui n'avait officiellement qu'une dizaine d'années d'existence, et beaucoup d'ennemis.

Jaurès adhéra définitivement au socialisme en 1893. En cette époque de développement du mouvement ouvrier et de l'Internationale socialiste, la classe ouvrière lui apparaissait comme la classe d'avenir.

Jaurès utilisa la tribune parlementaire, dans la tradition de la Seconde Internationale. Il appartenait à une génération de chefs socialistes bien différente de celle que nous connaissons aujourd'hui ! Au Parlement, les débats étaient alors houleux, même entre les représentants des divers courants de la bourgeoisie, une fraction importante de la classe ouvrière s'intéressait de près à ce qu'il s'y disait. Etre député socialiste, c'était encore passer aux yeux de tous pour un adversaire déclaré de la bourgeoisie. Jaurès eut plus d'une fois à échapper à des bandes armées de bâtons et de pierres envoyées par le patronat local, lorsqu'il venait faire un meeting électoral, comme à Carmaux en 1895. Le journal *Le Temps*, le grand journal bourgeois de l'époque, publiait un article, et parfois deux par jour contre Jaurès !

Il est vrai que ce député qui n'hésitait pas à aller manifester avec des grévistes ne mâchait pas ses mots contre la réaction. En 1898, il s'engagea dans la lutte contre la condamnation de Dreyfus et dénonça "*l'Etat militaire et clérical*", "*l'alliance de la Croix et de l'Epée*".

Et quand les divers groupes socialistes finirent par s'unifier en un seul parti socialiste, en avril 1905, Jaurès, qui avait œuvré pour cela, apparu comme le plus populaire des dirigeants de la nouvelle "Section française de l'Internationale Ouvrière" (SFIO).

Jaurès réformiste ou révolutionnaire ?

Jaurès prit parti dans un premier temps pour la participation de Millerrand, un dirigeant socialiste, au gouvernement (aux côtés de Gallifet, l'un des massacreurs de la Commune). Son rattachement sincère au mouvement ouvrier socialiste n'avait pas fait de lui un militant révolutionnaire prolétarien. "*Jaurès voulait mener la République au peuple*", écrivait Trotsky. "*Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte de classe du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté, de l'humanité*", dans la tradition de la Révolution française. Et dans son esprit comme dans ses propos, il n'y avait pas d'opposition entre l'internationalisme et le patriotisme...

Cela n'empêchait pas Jaurès de se soumettre à la discipline du Parti et de l'Internationale, par exemple quand celle-ci condamna la participation de socialistes à des gouvernements bourgeois.

Seulement les sommets de cette Internationale, et en premier lieu ceux de la social-démocratie allemande, le parti le plus important, se laissaient de plus en plus infecter par l'idée d'un passage graduel, paisible au socialisme, au travers de réformes et de succès électoraux...

Un combat passionné contre la guerre, mais le combat d'un pacifiste

C'est avec toutes ces idées contradictoires que Jaurès se jeta dans la lutte contre la guerre.

Dès 1895, il dénonçait la société capitaliste qui "*porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage*", une expression restée célèbre.

Et quand les menaces de guerre se précisèrent, à partir de la première crise marocaine qui mit aux prises l'Allemagne et la France en 1905, il dénonça inlassablement le danger d'un conflit mondial. Cela lui valut la confiance accrue des travailleurs et la haine des milieux nationalistes.

En fait, il combattait la menace de guerre en pacifiste qui dénonce les atrocités et la barbarie de la guerre en général, pas en révolutionnaire prolétarien. Il sut dénoncer dans la guerre à venir l'expression des rivalités capitalistes entre les grandes puissances, mais n'alla pas jusqu'à envisager qu'il fallait d'abord dénoncer les responsabilités de son propre gouvernement, ni que le devoir des travailleurs serait de se dresser contre leur propre gouvernement. Au contraire, au moment de la préparation immédiate de la guerre, il présenta le gouvernement français, comme "pacifiste" par rapport aux gouvernements des autres pays.

Jusqu'au dernier jour, il continua à lancer des appels au gouvernement français pour qu'il exige un arbitrage international afin de régler le conflit entre l'Autriche et la Serbie ; il voyait la grève générale contre la guerre, envisagée par tous les Congrès socialistes, surtout comme un moyen d'émouvoir les gouvernements et de faire pression sur eux.

Le coup de feu de Villain fit taire cette voix qui s'était élevée pour tenter d'empêcher le massacre de la classe ouvrière européenne dans la première boucherie mondiale.

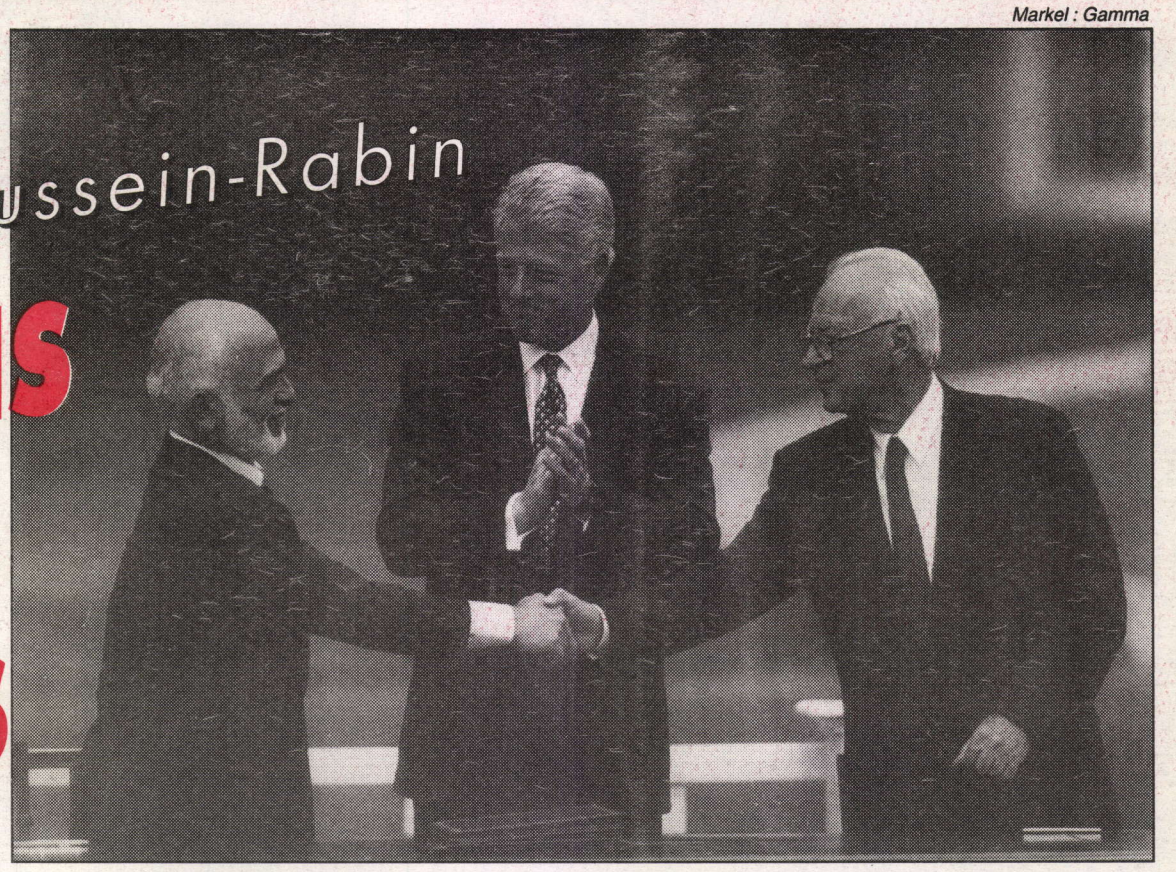
Le passé de Jaurès le préparait à ce qu'il participe à l'Union sacrée comme pratiquement tous les autres dirigeants socialistes. En 1915, Trotsky écrivait à son propos : "*La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec les questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eût-il occupée ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le Parti Socialiste Français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout.*"

Aline RETESSE

Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, passa la guerre en prison. Il fut jugé après guerre, en 1919, et le jury décida qu'il n'avait pas tué Jaurès... pour pouvoir l'acquitter.

Cela n'empêcha pas Raoul Villain d'être exécuté, en 1926, aux Baléares. Le mouvement ouvrier espagnol, lui, n'avait pas oublié...

Markel : Gamma



Proche-Orient

Poignée de main Hussein-Rabin

DEUX ENNEMIS QUI ÉTAIENT BIEN COPAINS

La rencontre du Premier ministre israélien et du roi de Jordanie, le 25 juillet à Washington, a mis officiellement fin à... 46 ans d'état de guerre entre les deux pays.

Dans la foulée, différents projets de coopération économique ont été discutés, allant du partage des eaux du Jourdain à la mise en place de liaisons aériennes, en passant par la construction d'une route reliant les stations balnéaires de la mer Rouge : Eilat, côté israélien, et Aqaba, côté jordanien.

Dix mois après la poignée de mains, dans la même Maison Blanche, entre le même Itzhak Rabin et le leader palestinien Yasser Arafat, c'est donc une nouvelle étape de la politique de normalisation de la situation au Proche-Orient, sous les auspices de l'impérialisme américain, qui vient d'avoir lieu. Elle devrait être suivie, d'ici quelques mois, de la signature d'un traité de paix entre les deux pays.

"Etat de guerre"... mais concertation permanente

En fait cet état de guerre régnant entre Israël et la Jordanie depuis 1948 était surtout théorique. Cela fait bien longtemps en réalité que les deux Etats ont des intérêts fondamentaux communs et se comportent en conséquence. Même s'ils se sont affrontés au cours de la guerre qui suivit la proclamation d'Israël en 1948 et des guerres qui ont suivi, ils ont réagi notamment de façon analogue au problème que leur posait le peuple palestinien.

Israël a spolié progressivement les Palestiniens de leurs terres, en contraignant une grande partie d'entre eux à devenir un peuple de réfugiés et en exerçant pendant 46 ans une répression continue contre ceux qui continuaient à vivre dans l'Etat hébreu. Mais sur l'autre rive du Jourdain, le roi Hussein, qui se donnait comme bien des dirigeants arabes des allures d'ami du peuple palestinien, a commencé par annexer à son royaume, sans autre forme de procès, la Cisjordanie, alors que le plan de partage de l'ONU de 1947 avait réservé celle-ci pour un Etat palestinien.

Et bien sûr, les souverains jordaniens virent d'un mauvais œil l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés palestiniens chez eux (ils sont aujourd'hui plus d'un million, pour l'immense majorité parqués dans des camps). Quand à la fin des années Soixante le mouvement palestinien prit son essor, Hussein estima que, malgré la politique des dirigeants de l'OLP, dont ce n'était certes pas l'objectif, la révolte des Palestiniens pouvait représenter un danger pour son propre pouvoir, et au-delà embraser tout le Proche-Orient.

Hussein envoya alors, en septembre 1970, son armée, dont les hauts faits d'armes n'étaient que des défaites face à l'armée israélienne, réprimer férocement les milices de l'OLP et les Palestiniens des camps de réfugiés. Ce fut un véritable massacre, connu sous le nom de "Septembre Noir" : la presse parla à l'époque de 3 500 morts et 10 000 blessés.

Le mouvement palestinien dans son ensemble, et plus particulièrement les organisations qui se réclamaient de la gauche, sortirent dramatiquement affaiblis de cet affrontement. Mais cela rapprocha considérablement Israël et le royaume hachémite. Leurs dirigeants allaient se rencontrer secrètement de nombreuses fois et mener en fait une politique concertée malgré l'état de guerre qui perdurait officiellement.

Le problème de la Syrie

Alors, s'il est vrai qu'aujourd'hui, c'est l'impérialisme américain qui apparaît comme l'artisan de leur réconciliation officielle, il n'a sans doute pas eu besoin d'exercer une pression bien forte pour que les complices d'hier acceptent de se serrer la main publiquement. Il se trouve seulement qu'aujourd'hui, après l'accord israélo-palestinien, Hussein peut se permettre un geste public qui lui aurait été interdit hier.

La rencontre organisée à Washington, faisant se rencontrer Rabin et Hussein non plus en secret mais en public et sous l'égide de Clinton, avait donc surtout un caractère symbolique. De toute façon, il n'y a pratiquement plus de contentieux territorial entre Israël et la Jordanie depuis que celle-ci a renoncé officiellement, en 1988, à ses prétentions sur la Cisjordanie, et donc renvoyé la balle à l'OLP et à Israël. Aujourd'hui, cette proclamation est une sorte de cadeau à Clinton, qui apparaît à bon compte comme l'artisan d'un accord de paix.

Enfin, c'est aussi un geste pour faire pression sur la Syrie et l'amener à se montrer plus rapide dans les négociations avec Israël ; des négociations qui, elles, s'avèrent singulièrement plus difficiles qu'avec la Jordanie car le contentieux est important. La Syrie réclame la restitution du plateau du Golan, occupé par Israël à la suite de la guerre de 1967, puis annexé : et Israël n'est pas vraiment prêt à le restituer.

Alors, entre les cérémonies à grand spectacle de Washington, les proclamations de paix, et une paix réelle sur le terrain, il y a une marge. On l'a déjà vu pour le règlement israélo-palestinien. Et si la "paix" israélo-jordanienne sera certainement d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'en fait il n'y a plus de conflit, il en sera peut-être autrement pour le règlement israélo-syrien.

Henri MARNIER

Turquie

LE PREMIER MINISTRE CILLER A LA CAUTION DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, était en visite à Paris les 21 et 22 juillet. La visite semblait surtout une visite d'affaires. La France est un des premiers investisseurs étrangers en Turquie et, au moment où Ciller se lance dans une politique de privatisations à outrance, elle a besoin de capitaux et de financements.

Apparemment, elle a trouvé à Paris des interlocuteurs compréhensifs, même si la presse française s'est montrée plutôt discrète. La Turquie a mauvaise réputation, surtout en ce moment où l'armée turque accomplit un véritable massacre au Kurdistan, dont elle veut annihiler toutes les velléités d'autonomie ; cela avec la couverture sans faille du gouvernement civil et "libéral" de la photogénique Mme Ciller, apparemment vouée aux représentations auprès des gouvernements occidentaux.

Mais sur ce plan, les gouvernements français de droite ou de gauche n'ont jamais faibli non plus dans leur appui à la politique turque. Ainsi, de retour dans son pays, Ciller a pu déclarer sans démenti qu'il n'existait *"aucune divergence entre Paris et Ankara concernant la lutte des autorités turques contre les séparatistes kurdes et le respect des droits de l'homme"*.

Les massacres peuvent continuer au Kurdistan turc ; avec le blanc-seing non seulement de Ciller, mais de Balladur-Juppé et de Mitterrand.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995